

# **Investir au Canada**

## **RAPPORT SUR L'ADMINISTRATION DE LA *LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS***

**Du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 31 mars 2021**



invest | investir  
IN | AU  
CANADA | CANADA

## INVESTIR AU CANADA

### RAPPORT SUR L'ADMINISTRATION DE LA *LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS*

Du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 31 mars 2021

#### INTRODUCTION ET MANDAT

Investir au Canada est un établissement public qui a été constitué en juin 2017 aux termes de la *Loi sur Investir au Canada*. Il a été établi officiellement en mars 2018 avec l'entrée en vigueur de sa loi habilitante. Le mandat d'Investir au Canada, en vue de soutenir la prospérité économique du Canada et d'y stimuler l'innovation, est :

- a) de promouvoir, d'attirer et de faciliter les investissements directs étrangers au Canada;
- b) de coordonner les efforts du gouvernement et ceux du secteur privé et des autres intervenants en matière d'investissement direct étranger au Canada.

La *Loi sur la protection des renseignements personnels* (la *Loi*) est une loi fédérale qui donne un droit d'accès aux documents détenus par certaines institutions fédérales, telles qu'Investir au Canada, aux citoyens canadiens, aux résidents permanents et aux personnes et entreprises situées au Canada.

L'exercice d'Investir au Canada est conforme à l'exigence du Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT), selon laquelle toutes les institutions gouvernementales assujetties à la *Loi* doivent respecter le cycle d'établissement de rapports du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars.

Ce rapport est préparé et déposé au Parlement conformément à l'article 72 de la *Loi*.

#### STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Pendant la période visée de 2020-2021, les fonctions relatives à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels (AIPRP) ont été remplies par la Division des communications et les Services généraux. La Division des communications reçoit et traite les demandes. L'équipe des Services généraux approuve ensuite les demandes. Le président-directeur général (PDG) d'Investir au Canada est le responsable de l'AIPRP de l'organisation. Pendant la période visée, Investir au Canada n'était partie à aucun accord de service en vertu de l'article 73.1 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

#### DÉLÉGATION DES POUVOIRS

Le président-directeur général (PDG) est le responsable désigné du Ministère aux fins de la *Loi*.

Conformément à l'article 73 de la *Loi*, les pouvoirs du PDG ont été délégués pour permettre à l'établissement public de remplir ses obligations légales. Le PDG a délégué la majorité de ses pouvoirs et fonctions au directeur général délégué (maintenant appelé le dirigeant principal administratif).

Une copie de l'ordonnance de délégation est jointe à l'annexe A.

## **RENDEMENT EN 2020-2021**

En 2020-2021, Investir au Canada n'a pas reçu de demandes ou de consultations en matière de protection des renseignements personnels d'autres institutions et organisations pendant la période visée. Le Rapport statistique sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels* achevé est joint à l'annexe B.

Pendant la période visée par le rapport, les employés d'Investir au Canada faisaient du télétravail, conformément aux consignes des représentants de la santé publique en matière de COVID-19. Investir au Canada conserve la capacité de répondre aux demandes s'il en reçoit; cependant, il a certaines contraintes, telles que l'accès aux dossiers papier dans le lieu de travail.

## **FORMATION ET SENSIBILISATION**

Pendant la période visée, l'équipe des Services généraux a mis de l'avant les obligations du Ministère en vertu de la *Loi* au moyen de diverses approches de formation offertes dans les deux langues officielles. En plus de la mise en œuvre de politiques et de conseils pour aider les employés à comprendre les responsabilités en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, Investir au Canada a élaboré des plans pour permettre aux employés de suivre une formation annuelle en ligne sur l'AIPRP par l'entremise de l'École de la fonction publique du Canada. Le Cours de base sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels (I015) de l'EFPC a été intégré à la formation obligatoire des employés pour l'exercice 2021-2022.

## **POLITIQUES, LIGNES DIRECTRICES, PROCÉDURES ET INITIATIVES**

En septembre 2019, Investir au Canada a élaboré et mis en œuvre sa politique interne sur la gestion de l'information, qui comprend des conseils sur l'AIPRP. La politique est examinée, mise à jour et approuvée chaque année. De plus, Investir au Canada a élaboré un code complet de valeurs et d'éthique pour les employés, qui comprend d'autres renseignements sur les responsabilités des employés en matière d'accès à l'information; le Code est entré en vigueur en septembre 2020.

## **RÉSUMÉ DES PRINCIPAUX ENJEUX SOULEVÉS ET MESURES PRISES À LA SUITE DE PLAINTES OU DE VÉRIFICATIONS**

Aucune plainte n'a été déposée auprès d'Investir au Canada et aucune enquête relative aux plaintes n'a été menée par le Commissariat à la protection de la vie privée.

## **SURVEILLANCE DE LA CONFORMITÉ**

Investir au Canada n'a reçu aucune demande en vertu de la *Loi* pendant la période visée.

## **ATTEINTES SUBSTANTIELLES À LA VIE PRIVÉE**

Aucune atteinte à la vie privée n'a eu lieu pendant la période visée.

## **ÉVALUATION DES FACTEURS RELATIFS À LA VIE PRIVÉE**

Investir au Canada n'a pas rempli ni transmis d'évaluations des facteurs relatifs à la vie privée au Commissariat à la protection de la vie privée.

## **DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS PUBLICS**

Investir au Canada n'a fait aucune divulgation de renseignements personnels sans le consentement, conformément à l'alinéa 8(2)m) de la *Loi*.

## ANNEXE A : ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DES POUVOIRS



### Delegation Order

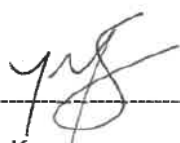
The Chief Executive Officer of The Invest In Canada Hub, pursuant to section 73 of the *Privacy Act*, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the persons acting in those positions, to exercise the powers, duties and functions of the Chief Executive Officer as the head of a government institution under the provisions of the Act and related regulations set out in the schedule opposite each position.

Dated, at the City of Ottawa, this 12<sup>th</sup> day of June, 2019.

### Arrêté de délégation

En vertu de l'article 73 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le Président-directeur général d'Investir au Canada délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire lesdits postes, les attributions dont il est, en qualité du responsable de l'institution, investi par les dispositions de la Loi ou de son règlement mentionnées dans l'annexe en regard de chaque poste.

Fait à la ville d'Ottawa, le 12<sup>e</sup> jour de juin 2019.

  
-----  
Ian McKay  
Chief Executive Officer / Président-directeur général

<b>Schedule / Annexe</b>	
<b>Position/Poste</b>	<b><i>Privacy Act and Regulations / Lois sur la protection des renseignements personnels et Règlement</i></b>
Chief Operations Officer / Directeur général délégué	All sections

## ANNEXE B: RAPPORT STATISTIQUE 2020-2021

### Rapport statistique sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Nom de l'institution: Investir au Canada

Période d'établissement de rapport : 4/1/2020 au 3/31/2021

#### Section 1: Demandes en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0
<b>Total</b>	<b>0</b>
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	0

#### Section 2: Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport

##### 2.1 Disposition et délai de traitement

Disposition des demandes	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## 2.2 Exceptions

Article	demandes	Article	demandes	Article	demandes
18(2)	0	22(1)a)(i)	0	23a)	0
19(1)a)	0	22(1)a)(ii)	0	23b)	0
19(1)b)	0	22(1)a)(iii)	0	24a)	0
19(1)c)	0	22(1)b)	0	24b)	0
19(1)d)	0	22(1)c)	0	25	0
19(1)e)	0	22(2)	0	26	0
19(1)f)	0	22.1	0	27	0
20	0	22.2	0	27.1	0
21	0	22.3	0	28	0
		22.4	0		

## 2.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
69(1)a)	0	70(1)	0	70(1)d)	0
69(1)b)	0	70(1)a)	0	70(1)e)	0
69.1	0	70(1)b)	0	70(1)f)	0
		70(1)c)	0	70.1	0

## 2.4 Support des documents communiqués

Papier	Électronique	Autres
0	0	0

## 2.5 Complexité

### 2.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées

Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
0	0	0



## 2.5.2 Pages pertinentes traitées et communiquées en fonction de l'ampleur des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		101 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## 2.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Avis juridique	Renseignements entremêlés	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## 2.6 Demandes fermées

### 2.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la loi

	Demandes fermées dans les délais prévus par la loi
Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la loi	0
Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la loi (%)	0

## 2.7 Présomptions de refus

### 2.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la loi

Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi	Motif principal			
	Entrave au fonctionnement /Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autres
0	0	0	0	0

### 2.7.2 Demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi (y compris toute prolongation prise)

Nombre de jours au-delà des délais prévus par la loi	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi où aucune prolongation n'a été prise	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi où une prolongation a été prise	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0

## 2.8 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0

### Section 3: Communications en vertu des paragraphes 8(2) et 8(5)

Alinéa 8(2)e)	Alinéa 8(2)m)	Paragraphe 8(5)	Total
0	0	0	0

### Section 4: Demandes de correction de renseignements personnels et mentions

Disposition des demandes de correction reçues	Nombre
Mentions annexées	0
Demandes de correction acceptées	0
<b>Total</b>	0

## Section 5: Prorogations

### 5.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Nombre de demandes pour lesquelles une prorogation a été prise	15a)(i) Entrave au fonctionnement de l'institution				15a)(ii) Consultation			15b) Traduction ou cas de transfert
	Examen approfondi nécessaire pour déterminer les exceptions	Grand nombre de pages	Grand volume de demandes	Les documents sont difficiles à obtenir	Documents confidentiels du Cabinet (Article 70)	Externe	Interne	
0	0	0	0	0	0	0	0	0

### 5.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	15a)(i) Entrave au fonctionnement de l'institution				15a)(ii) Consultation			15b) Traduction ou cas de transfert
	Examen approfondi nécessaire pour déterminer les exceptions	Grand nombre de pages	Grand volume de demandes	Les documents sont difficiles à obtenir	Documents confidentiels du Cabinet (Article 70)	Externe	Interne	
1 à 15 jours	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 31 jours								0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0	0	0	0

## Section 6: Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

### 6.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et organisations

Consultations	Autres institutions du gouvernement du Canada	Nombre de pages à traiter	Autres organisations	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	0	0	0	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	0	0	0	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0

**6.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada**

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**6.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organisations**

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Section 7: Délais de traitement des demandes de consultation sur les renseignements confidentiels du Cabinet**

**7.1 Demandes auprès des services juridiques**

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## 7.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

### Section 8: Avis de plaintes et d'enquêtes reçus

Article 31	Article 33	Article 35	Recours judiciaire	Total
0	0	0	0	0

0

### Section 9: Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP) et des Fichiers de renseignements personnels (FRP)

#### 9.1 Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée

Nombre d'ÉFVP terminées	0
-------------------------	---

#### 9.2 Fichiers de renseignements personnels

Fichiers de renseignements personnels	Actifs	Créés	Supprimés	Modifiés
	0	0	0	0

### Section 10: Atteintes substantielles à la vie privée

Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au SCT	0
Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au CPVP	0

### Section 11: Ressources liées à la Loi sur la protection des renseignements personnels

#### 11.1 Coûts

Dépenses	Montant
Salaires	\$0
Heures supplémentaires	\$0
Biens et services	\$0
• Contrats de services professionnels	\$0
• Autres	\$0
<b>Total</b>	<b>\$0</b>

## 11.2 Ressources humaines

<b>Ressources</b>	<b>Années-personnes consacrées aux activités liées à la protection des renseignements personnels</b>
Employés à temps plein	0.000
Employés à temps partiel et occasionnels	0.000
Employés régionaux	0.000
Experts-conseils et personnel d'agence	0.000
Étudiants	0.000
<b>Total</b>	<b>0.000</b>

**Remarque :** Entrer des valeurs à deux décimales.